



**ARTICLE DU OUEST-FRANCE DU
29/9/2018 : « LES IMPÔTS, UN SERVICE
D'ÉTAT VIRTUEL ? »
COMMUNIQUÉ DE LA CGT FINANCES
PUBLIQUES MORBIHAN**

Malheureusement, la CGT ne peut que donner raison à « Jean-Pierre », propriétaire d'un fonds de commerce, lorsqu'il dénonce les dysfonctionnements du service de l'enregistrement quand il veut enregistrer l'avenant de son bail commercial.

C'est une situation que nous n'avons cessé de dénoncer depuis la mise en place du SPFE (Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement). Auparavant, ce service existait à Lorient et à Vannes.

Depuis le 1er septembre 2017, la DDFiP (Direction Départementale des Finances Publiques) du Morbihan a décidé de centraliser ce service en totalité à Vannes. Au détriment des usagers lorientais et de l'ensemble des usagers du département du Morbihan.

Ce service, à Vannes, a été sous calibré en emplois dès le commencement. Depuis, il a accumulé du retard et n'est pas en capacité de répondre rapidement à l'ensemble des demandes des usagers.

La CGT, avec l'ensemble des autres organisations syndicales, n'a cessé d'alerter notre Direction sur les difficultés du SPFE.

Ce que la CGT voulait dire à « Jean-Pierre » : en tout cas, ce n'est nullement à cause des agents et des encadrants de ce service que la situation s'est sérieusement dégradée.

Ce sont la direction nationale et la direction locale qui sont responsables de la situation.

Les suppressions d'emplois, décidées par le gouvernement, sont la cause de la dégradation du service public de qualité et de proximité dans le Morbihan.

La CGT Finances Publiques du Morbihan réclame la réouverture d'une antenne à Lorient afin que tout ne soit pas centralisé sur VANNES et que les usagers obtiennent rapidement satisfaction.

Pour que vive notre service public des Finances et qu'il ne soit pas « virtuel! »

Christophe RISSEL, secrétaire départemental CGT Finances Publiques Morbihan